

Unité départementale du Var  
98 rue Montebello  
83000 Toulon

Toulon, le 13/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OREDUI (Omnium de Ramassage et d'Elimination des Déchets Urbains)**

**ZI DES BOIS DE GRASSE AVENUE MICHEL CHEVALIER 06130 GRASSE.  
06130 Grasse**

Références : D-UD83-2026-0156  
Code AIOT : 0006400190

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement OREDUI (Omnium de Ramassage et d'Elimination des Déchets Urbains) implanté 583 CHE ROBERT BRUN ZI DU CAMP LAURENT 83500 La Seyne sur Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle fait également suite aux non-conformités identifiées lors des précédentes visites d'inspections.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OREDUI (Omnium de Ramassage et d'Elimination des Déchets Urbains)
- 583 CHE ROBERT BRUN ZI DU CAMP LAURENT 83500 La Seyne sur Mer
- Code AIOT : 0006400190

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement OREDUI (Entreprise Omnium de Ramassage et d'Élimination des Déchets Urbains) de la Seyne sur mer constitue une annexe du site principal implanté à Grasse. Il reçoit environ 6000 t de déchets dangereux par an dont 3500 t d'eau hydrocarburée, désignée comme effluent à Bas Pouvoir Calorifique (BPC). Les autres déchets liquides sont reçus, sauf exception, conditionnés en Grands Récipients Vrac (GRV).

Cet établissement représente un exutoire capable de prendre en charge les déchets dangereux collectés en déchetterie ou produits par différentes industries.

Dans le cadre d'un contrat avec l'intercommunalité, l'établissement fait fonction de point d'apport volontaire des déchets amiantés diffus des particuliers, contribuant ainsi à éviter la dispersion de ces déchets.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1  | Plan de défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5      | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |
| 4  | Mise à la terre                   | Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 1) | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 6  | Lutte contre l'incendie           | Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 4) | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 8  | Contrôles périodiques             | Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 7) | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|---------------------------|--|-------------------|
| 2  | Maîtrise des sinistres    | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6      | Sans objet        |
| 3  | Traçabilité               | Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10     | Sans objet        |
| 5  | Liaison équipotentielle   | Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 2) | Sans objet        |
| 7  | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 6) | Sans objet        |
| 9  | Formation du personnel    | Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 8) | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu. Des justificatifs sont tout de même attendus et sont détaillés dans les fiches de constats ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection sur le site OREDUI à La Seyne-sur-Mer, l'exploitant a présenté un Plan de Défense Incendie (PDI) daté de décembre 2025. Ce document détaille les schémas d'alarme et d'alerte (détection automatique, confirmation interne, alerte par talkie et appel des secours extérieurs via le 112), les fiches missions du personnel, ainsi que les moyens matériels mis en   |

œuvre (RIA, extincteurs à poudre et CO<sub>2</sub>, sprinkleurs sur le bâtiment 1, chariot mobile d'émulseur, bassin de rétention des eaux d'incendie de 160 m<sup>3</sup>, ballon obturateur de réseau etc.). Les plans de situation (accès des secours par l'avenue Robert Brun, localisation des points d'eau, etc.) sont également joints, tout comme l'organisation reposant sur les effectifs internes comprenant des équipiers de première intervention formés et un système d'astreinte pour les cadres.

Cependant, des écarts ont été relevés. Le PDI n'a ni été transmis aux services d'incendie et de secours, ni mis à disposition à l'entrée du site ; la localisation des petits îlots, îlots et zones de stockage temporaire, ainsi que la nature des déchets qu'ils contiennent, n'est pas précisée dans le document ; les Fiches de Données de Sécurité (FDS) à jour pour les produits chimiques stockés, ainsi qu'un état des matières susceptible d'être présent ne sont pas joints ; aucune procédure écrite formalisée n'est fournie pour l'utilisation du ballon obturateur, dont l'identification n'est pas clairement matérialisée sur les plans des réseaux, alors que ce dispositif est indispensable pour isoler les réseaux et le site en cas de sinistre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- Transmettre le PDI mis à jour aux services d'incendie et de secours et fournir une preuve de sa mise à disposition à l'entrée du site ;
- Intégrer dans le PDI un plan détaillé et mis à jour précisant la localisation des petits îlots, des zones de stockage temporaire, et la nature des déchets (avec description des dangers associés) ;
- Joindre les FDS à jour pour l'ensemble des produits chimiques stockés, ainsi qu'un état des matières ;
- Intégrer dans le PDI une procédure écrite formalisée pour l'utilisation du ballon obturateur, incluant les étapes de manœuvre, les consignes de sécurité, et les responsables désignés, ainsi qu'une identification claire de ce dispositif sur le plan des réseaux (schéma des égouts et canalisations).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Maîtrise des sinistres**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans

l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni le compte rendu détaillé de l'exercice de défense contre l'incendie organisé le 26 mars 2025. Cet exercice a permis de tester la réactivité des équipes et l'utilisation des moyens d'extinction lors d'un départ de feu simulé dans une semi-remorque sur le quai Sud. Le scénario a inclus une vérification immédiate par le personnel de quai, une alerte transmise via talkies walkie aux responsables, et une fermeture du ballon obturateur pour l'isolement des réseaux.

Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, l'organisation interne repose sur un effectif de 10 agents, dont 7 équipiers de première intervention formés et désignés ainsi qu'un système d'astreinte permanent (4 agents de maîtrise ou cadres couvrant une semaine complète, avec téléphone portable professionnel dédié). Le site est également équipé de télésurveillance 24/24 et 7/7 avec, en cas de détection, un report direct aux cadres d'astreinte.

L'organisation mise en place dans le cadre de la gestion des sinistres ainsi que dans la programmation des exercices de défense contre l'incendie est satisfaisante.

Il est tout de même recommandé d'associer le SDIS local aux prochains exercices, afin de lui permettre de se familiariser avec les installations et d'optimiser l'efficacité des interventions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Traçabilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Traçabilité

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté une comptabilité des stocks de déchets mise à jour quotidiennement par le responsable de plateforme, avec un report systématique sur un

|   |
|---|
| <p>fichier partagé disponible en ligne. La vérification par sondage lors de l'inspection (3 derniers mois) est concluante.</p> <p>Une étude est en cours pour automatiser ces inventaires par vidéosurveillance/télémessure, prévue pour fin d'année.</p> <p>La comptabilité des stocks présents de l'exploitant est satisfaisante.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 4 : Mise à la terre

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 1)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs fixes métalliques susceptibles de contenir des déchets de produits inflammables devront être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté une vérification des installations électriques (rapports Q18) et une thermographie infrarouge (rapport Q19) réalisées respectivement en février et novembre 2025. La vérification par sondage de la présence d'une prise de terre, notamment pour les cuves d'hydrocarbures est satisfaisante.</p> <p>Cependant, les cuves de stockage (réservoirs fixes métalliques) ne sont pas explicitement vérifiées dans les rapports pour leur prise de terre ou leur résistance d'isolement. Les mesures disponibles concernent uniquement l'armoire assainissement et l'abri comptage, mais pas les cuves elles-mêmes.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mesurer la résistance d'isolement des prises de terre des cuves de stockage (réservoirs métalliques) et de s'assurer qu'elles répondent à l'exigence réglementaire (&lt; 100 ohms). Les rapports de contrôle sont à fournir.</p>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

#### N° 5 : Liaison équipotentielle

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 2)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liaison équipotentielle   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à toute opération de transvasement de déchets de produits inflammables, une liaison équipotentielle entre le réservoir et le véhicule devra être établie</p> |

|   |
|---|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection sur le site, l'exploitant a indiqué que l'ensemble du personnel intervenant sur les opérations de transvasement de déchets inflammables est formé à cette tâche, et que le responsable du site effectue des audits de contrôle réguliers.</p> <p>Cependant, aucune opération de transvasement n'a pu être observée lors de la visite, empêchant la vérification effective de sa mise en oeuvre. Une procédure écrite, détaillant les étapes à suivre pour établir cette liaison, est affichée de manière visible au poste de réception des déchets dangereux, et le matériel nécessaire (câbles de mise à la terre, pinces, etc.) est disponible sur place et accessible.</p> <p>L'organisation et les moyens matériels mis en place sont satisfaisants.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre le suivi des formations du personnel spécifiques à cette procédure et les preuves des contrôles périodiques du matériel (continuité électrique des câbles et pinces), avec les dates et résultats des vérifications.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 6 : Lutte contre l'incendie

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 4)</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La protection contre l'incendie sera assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un poteau d'incendie de 100 mm de diamètre normalisé NFS 61.213 situé à l'entrée du site, destiné aux services de secours</li> <li>des robinets d'incendie armés de 35 mm de diamètre, normalisés NFS62.201, munis d'une longueur de tuyau de 30 mètres, disposés comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 situés aux angles Sud-Ouest et Sud-Est du bâtiment repéré 1</li> <li>• 1 situé dans le bâtiment repéré 6</li> <li>• 3 situés en limite Sud du site, à proximité des postes de dépotage des véhicules citerne des « vidangeurs » et des 2 bennes de stockage des déchets d'emballages non souillés</li> </ul> </li> <li>un générateur de mousse avec une réserve d'émulseur de 50 litres,</li> <li>des extincteurs à poudre et à CO<sub>2</sub>, en nombre suffisant, disposés en divers emplacements du centre.</li> <li>une réserve d'eau d'une capacité de 25 m<sup>3</sup>.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite sur site, suite aux contrôles documentaires réalisés (PV de vérification, PDI, etc.) ainsi qu'aux contrôles visuels par sondage, il a été identifié que l'établissement dispose des moyens de protection contre l'incendie suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un poteau d'incendie situé à l'entrée du site.</li> <li>• 6 robinets d'incendie armés (RIA) : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 2 aux angles Sud-Ouest et Sud-Est du bâtiment 1,</li> <li>◦ 1 dans le bâtiment 6,</li> </ul> </li> </ul>  |



- 3 en limite Sud du site,
- Un générateur de mousse avec une réserve d'émulseur de 200 L, complétée par 3 x 20 L répartis sur le site.
- 23 extincteurs (1 sur roues de 50 kg, 2 sur roues de 25 kg, et 20 portatifs de 9 kg à poudre ABC ou CO<sub>2</sub>).
- Un système d'extinction automatique avec émulseur sur le bâtiment 1 (sprinkleur) venant d'une centrale d'extinction d'une capacité de 167 m<sup>3</sup>.
- Une détection automatique couvrant intégralement le site (détecteur thermique, optique ou multiple).

Les moyens de lutte contre l'incendie présents sont globalement satisfaisants. Néanmoins, l'établissement ne dispose pas d'une réserve d'eau de 25 m<sup>3</sup>, conformément à la prescription.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de produire une note de dimensionnement des besoins en eau (possibilité d'utiliser la méthodologie D9) pour justifier que les moyens existants (débit poteau, extinction automatique, détection, etc.) permettent de se passer de la réserve d'eau de 25 m<sup>3</sup>. À défaut, installer la réserve d'eau conformément à la prescription.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 6)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques à l'intérieur des trois bâtiments de stockage des déchets, seront limitées strictement à celles qui sont nécessaires pour l'exploitation, l'ensemble de l'installation électrique du centre de transit devra être contrôlé annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces contrôles devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

**Constats :**

Suite à la visite sur site, l'exploitant a transmis les rapports de vérification électrique Q18 (rapport n°A57194509-014-1 - Q18 du 12/02/2026 et n°7194509-013-1 du 03/02/2025), confirmant que les installations électriques ont été contrôlées annuellement. Ces rapports attestent de l'absence de non-conformités majeures et de la conformité des dispositifs de protection (disjoncteurs différentiels, mise à la terre, etc.).  
Les installations électriques des bâtiments de stockage de déchets sont satisfaisantes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Contrôles périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 7)

|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles périodiques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le matériel d'intervention et de lutte contre l'incendie devra être périodiquement contrôlé et entretenu en bon état de fonctionnement.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite sur site, l'exploitant a présenté les contrôles suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Extincteurs : 23 extincteurs vérifiés annuellement par Eurofeu (bon de livraison n°BL 104931747, décembre 2025).</li> <li>• Poteau d'incendie : Un poteau d'incendie de 100 mm vérifié (débit de 60 m³/h sous 1 bar, PV Eurofeu du 08/12/2025).</li> <li>• Systèmes d'extinction automatique (sprinklers) : Le système d'extinction automatique est vérifié et conforme à la norme NFPA (PV de fin de travaux Minimax du 17/04/2025).</li> <li>• Systèmes de désenfumage : Les ouvrants de désenfumage (lanterneaux, trappes) sont vérifiés et fonctionnels (PV Eurofeu du 08/12/2025).</li> </ul> Néanmoins, l'exploitant n'a pas fourni le contrôle périodique des Robinet Incendie Armés (RIA). |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir les contrôles périodiques des années 2024 et 2025 pour les RIA.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

#### N° 9 : Formation du personnel

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2014, article G - 8)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le personnel devra être initié à l'utilisation des extincteurs ainsi que des divers moyens à mettre en œuvre en cas d'incendie.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les attestations de formation d'équipier de première intervention en date du 26 mars 2025 pour le personnel d'exploitation.<br>Le personnel est donc formé à l'utilisation des moyens de protection contre l'incendie ; la formation du personnel est satisfaisante. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |